

L'Italie réveille le spectre de la crise grecque de 2015

Rome doit présenter à la Commission européenne la nouvelle version de son budget 2019 avant le 13 novembre

ROME - correspondant

Le scénario semble écrit d'avance. D'ici au mardi 13 novembre, l'Italie doit remettre à la Commission européenne la nouvelle version de son budget 2019, après avoir vu son projet présenté mi-octobre retoqué, qui affichait un déficit de 2,4 % du produit intérieur brut (PIB). Rome n'ayant démontré aucune volonté de l'amender, l'entrée dans une longue période de sanctions se profile. Avec, en surplomb, la menace d'une attaque financière, déclenchée sur les marchés en raison de la rapide dégradation des fondamentaux de l'économie italienne.

La comparaison entre Italie d'aujourd'hui et Grèce d'il y a trois ans est tentante. En janvier 2015, la gauche radicale d'Alexis Tsipras arrivait au pouvoir avec la promesse de balayer l'austérité et le carcan budgétaire bruxellois. Le ton monta rapidement entre Athènes et ses partenaires européens. Le niveau colossal de la dette grecque (180 % du PIB) inquiétait, comme celle de l'Italie aujourd'hui (130 %). Le scénario d'un Grexit, une sortie de la Grèce de la zone euro, hantait les esprits.

Mais le parallèle s'arrête là. D'abord, parce que l'économie hellène, à l'époque sous assistance financière, était dans un état de déliquescence sans commune mesure avec celui de la Péninsule de 2018. Le PIB grec avait plongé de 25 % durant la récession. Les banques ne prêtaient plus aux PME. Le chômage culminait à 27 %. Rien, dans l'Etat, ne fonctionnait.

«Même si l'activité italienne est aujourd'hui à l'arrêt, ses fonda-

«Même si l'activité italienne est à l'arrêt, les fondamentaux sont plus sains»

GILLES MOEC
économiste chez Bank of America ML

mentaux sont plus sains, son tissu industriel est plus diversifié, le chômage, à 10,1 %, est bien moins élevé et le pays affiche une balance courante excédentaire», égrène Gilles Moec, économiste chez Bank of America ML. En outre, la dette est détenue à 60 % par les résidents du pays, ce qui rend l'Italie moins dépendante de l'extérieur.

Surtout, l'Italie est la troisième économie de la zone euro, au PIB dix fois plus important que celui de la Grèce. Elle entretient des liens commerciaux et bancaires étroits avec ses voisins, là où, en 2015, les banques européennes s'étaient désengagées de leur exposition en Grèce. Dit autrement : Rome a des moyens de pression beaucoup plus importants, car un Italexit aurait des conséquences dévastatrices pour tout le monde.

En 2015, il s'est écoulé six mois entre l'élection de Tsipras et le moment où celui-ci signa un nouvel accord d'austérité avec les créanciers, contre un prêt de 86 milliards d'euros. Le bras de fer entre Rome et Bruxelles pourrait durer plus longtemps, peut-être jusqu'aux élections européennes du mois de mai. Le pari du gouvernement italien est que, face au risque, la Banque centrale euro-

péenne pliera, et prolongera son programme de rachats de dettes publiques, censé s'interrompre fin décembre. Voire, qu'elle en déclenchera un nouveau, afin d'éviter que la hausse des taux italiens contamine les autres pays du Sud. «Impossible : jamais les pays du nord de la zone euro n'accepteraient d'avaler pareille pilule», assure une source européenne.

Pour le moment, les marchés refusent de croire que cette guerre des nerfs dégénérera en crise systémique. Certes, les taux d'emprunt italiens à dix ans évoluent désormais autour de 3,3 %, ce qui commence à coûter cher aux banques. Mais la conjoncture étant nettement plus favorable qu'en 2015, la contagion à l'Espagne et au Portugal reste limitée.

Coalition complexe et instable

D'autant qu'il existe une autre différence fondamentale avec la Grèce de 2015 : la politique. Syriza est un parti de gauche à la logique relativement classique. La coalition formée par le Mouvement 5 Etoiles (M5S) et la Ligue est beaucoup plus complexe et instable. A Paris et à Londres, les investisseurs confient ne pas savoir à quelle parole se fier, au point qu'il est tentant d'opter pour l'attentisme, misant sur le fait que Rome adoptera sous peu une ligne directrice moins erratique. Ou tombera, victime de ses contradictions.

Faut-il se fonder sur le programme économique du M5S, qui prévoit une hausse des dépenses publiques et de revenir sur les réformes du droit du travail, et pronostique encore, il y a quelques mois, la «décroissance heureuse»? Faut-il au contraire croire aux promesses

de baisses d'impôt, de coupes dans les aides sociales et d'amnistie fiscale défendues par la Ligue? Est-il plutôt préférable, en dernier ressort, de s'en tenir à l'exégèse du «contrat de gouvernement», qui tente de marier ces options dans un feu d'artifice de dépenses nouvelles, gagées sur la promesse d'une croissance future?

Les deux co-actionnaires du gouvernement italien, Luigi Di Maio et Matteo Salvini, assurent que leur programme n'est ni de droite ni de gauche. Peut-être ont-ils raison : leur politique réussit le tour de force d'être à la fois ultralibérale et très à gauche. On comprend, dès lors, la perplexité des analystes.

Le projet porté par Syriza, en Grèce, était plus lisible, et le défi qu'il posait aux règles européennes était formulé au nom des souffrances du peuple grec. C'est à ce titre, d'ailleurs, que le gouvernement Tsipras avait été soutenu par plusieurs Etats, dont la France et... l'Italie, qui avaient œuvré pendant des mois pour assouplir la position des pays d'Europe du Nord.

Aujourd'hui, Rome se retrouve isolée. La Grèce voit d'un très mauvais œil tout ce qui pourrait menacer son équilibre précaire. L'Espagne et le Portugal, à peine convalescents, ont tôt fait de prendre leurs distances. Quant à la France, elle n'a aucune raison d'être conciliante avec un gouvernement qui la voue aux gémonies depuis des mois. Mais, même dans cette optique, cet isolement n'est pas dramatique. Son principal atout est de taille : si l'Italie s'effondre, nul n'ignore, en Europe et ailleurs, que personne n'en sortira indemne. ■

MARIE CHARREL
ET JÉRÔME GAUTHERET